

## **Jean-Marie Matagne. Une vie militante.**

Membre du conseil mondial d'Abolition 2000. Président de l'Action des Citoyens pour le Désarmement Nucléaire (ACDN). Professeur agrégé de philosophie et docteur d'Etat.

Né à Paris en 1944. Etudes de philosophie et de psychologie. Enseigne la psychopédagogie en Ecole Normale, puis la philosophie en Lycée général et technologique. Engagements pédagogique et syndical. Crée en 1982 le Lycée expérimental d'Oléron (LEPMO). Entend l'appel de M. Gorbatchev en 1986 : *"Plus aucune arme nucléaire d'ici l'an 2000 !"*. Soutient en 1991 sa thèse sur "le pouvoir et la puissance", contestant l'équilibre de la terreur. En 1996, il fonde ACDN, qui multiplie les initiatives : Journées du Désarmement Nucléaire (2001), Rencontres internationales pour le désarmement NBC (2004, 2006, 2008), Etats Généraux pour un Monde Vivable (2011), Rencontres pour un Monde Vivable Dénucléarisé (2013, 2015), Festival "Désarmer pour vivre" (2021)...

En 2002, il se porte candidat à l'élection présidentielle, pour la sortie du nucléaire militaire et civil. Il demande au Conseil constitutionnel d'invalider les candidatures de MM. Chirac et Jospin, puis en 2012 celles de MM. Sarkozy et Hollande, pour préparation de crimes contre l'humanité, non-respect des traités internationaux, non-respect de la Constitution.

En mai-juin 2012, il jeûne 42 jours pour être reçu par M. Hollande et lui demander un référendum sur la participation de la France à l'abolition des armes nucléaires.

En mars 2016, à l'initiative d'ACDN, douze députés lancent la première procédure de "Référendum d'Initiative Partagée" (RIP). Les élections de 2017 l'interrompent alors que 126 signatures de parlementaires sont recueillies, sur 185 requises.

La procédure est relancée à partir de zéro en mai 2018. La question posée : *"Approuvez-vous que la France participe à l'abolition des armes nucléaires et radioactives et engage avec l'ensemble des Etats concernés des négociations visant à établir, ratifier et appliquer un traité d'interdiction et d'élimination complète des armes nucléaires et radioactives, sous un contrôle mutuel et international strict et efficace ?"* recueillerait 85 % de OUI selon l'IFOP, et 82% d'électeurs se disent prêts à soutenir "certainement" ou "probablement" la Proposition de loi visant à organiser ce référendum. Mais après plus de trois ans de requêtes répétées, seuls 52 députés et sénateurs sur 925 l'ont signée. Ainsi, ni le Président de la République, ni le gouvernement, ni même le Parlement ne représentent le peuple français. Celui-ci n'a qu'un recours : lui-même.

Auteur d'écrits historiques, philosophiques, politiques, pédagogiques, de pièces de théâtre, de nombreux textes militants signés ou anonymes et d'articles parus sur le site bilingue [www.acdn.net](http://www.acdn.net) (un million de visites). Parle plusieurs langues. Vit en Charente-Maritime.